Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012

Varia

Développement durable et processus de développement : contraintes institutionnelles et expériences territoriales

Sustainability and the Process of Development: Institutional Constraints and Territorial Experiences

Jean Brot, Hubert Gérardin et Abdelillah Hamdouch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9454>

DOI : 10.4000/developpementdurable.9454

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Jean Brot, Hubert Gérardin et Abdelillah Hamdouch, « Développement durable et processus de développement : contraintes institutionnelles et expériences territoriales », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012, mis en ligne le 12 décembre 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9454> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.9454

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Développement durable et processus de développement : contraintes institutionnelles et expériences territoriales

Sustainability and the Process of Development: Institutional Constraints and Territorial Experiences

Jean Brot, Hubert Gérardin et Abdelillah Hamdouch

- 1 Depuis la période de l'Après-guerre, les concepts de croissance et de développement ont été progressivement dissociés. Avec l'apport du développement durable, un concept apparu en 1980 et promu à la suite de la publication de rapport Brundtland de 1987, les éléments constitutifs du développement ont été précisés dans leurs composantes économiques, sociales et environnementales, dans un contexte marqué par de multiples enjeux, politiques, économiques et sociaux (Ballet, Dubois et Mahieu, 2011 ; Hamdouch et Zuindeau, 2010a ; Aubertin et Vivien, 2006).
- 2 Si le développement est désormais reconnu comme un processus multidimensionnel, les conditions de sa durabilité se définissent en termes de *contraintes* (Boidin et Djeflat, 2009), y compris lorsque des pays en développement adhèrent à l'idée d'un modèle de croissance et de développement plus « vertueux » ou plus « vert » (Depret et Hamdouch, 2012). Au plan analytique, ces contraintes se situent dans de nombreux champs et s'insèrent, en priorité, dans la problématique générale de la gouvernance et de la participation des populations : « Si les discours actuels autour de la gouvernance soulignent la nécessité d'accorder une autonomie plus grande aux pouvoirs et aux acteurs locaux, qu'ils soient publics ou non, l'intervention de l'Etat reste néanmoins indispensable pour définir les orientations politiques et stratégiques de développement durable, engageant l'ensemble d'un pays sur le long terme, pour coordonner les actions entreprises et pour imposer des contraintes aux acteurs » (Froger, 2006, 27).

- 3 En précisant l'analyse, le développement durable se fonde, au plan spatial, sur des approches connexes impliquant des espaces, des populations et des institutions positionnés à des niveaux très différents, qui soulèvent, par ricochet, de redoutables problèmes de coordination des acteurs, d'articulations des échelles territoriales concernées et de mise en œuvre de mécanismes de gouvernance multi-niveaux (Rougier et Piveteau, 2012 ; Hamdouch, 2010 ; Hamdouch et Zuindeau, 2010b), y compris dans le cadre de groupements d'intégration régionaux (Gérardin et Poirrot, 2006).
- 4 De fait, face aux changements climatiques et à la protection de la biodiversité sur la planète, deux dynamiques, non nécessairement convergentes (loin s'en faut, comme cela ressort des articles composant ce dossier...), sont à l'œuvre. D'un côté, des accords « tenables » sont recherchés au plan international et supposent une coopération mondiale. Le rôle des Etats et des politiques publiques est, de ce point de vue, déterminant au niveau de la gestion des ressources naturelles et de nombreux choix économiques et sociaux, au travers, notamment, de la définition de règles et de normes (Abbas, 2010). De l'autre, par leurs comportements et leurs décisions, les différents acteurs, individuels et collectifs, impliqués dans l'activité économique à travers les opérations de production, d'investissement et de consommation – entreprises, institutions financières, organisations de la société civile, économie sociale et solidaire (Bocquet, Gérardin et Poirrot, 2010), ... — sont parties prenantes des processus de développement et sont donc capables d'orienter, positivement ou de manière moins favorable, les évolutions souhaitables, sinon « praticables ».
- 5 Les réflexions qui suivent illustrent les ambiguïtés et les dilemmes liés à ce contexte. Ainsi, à de nombreux égards, malgré la multiplication des conférences, des accords et des décisions de toutes natures, l'efficacité de la coopération internationale est réduite et montre ses limites, tant en matière de sécurité alimentaire, de réponses à apporter aux crises économiques et financières en cours que de respect des droits de l'homme : « *La gouvernance mondiale est fragmentée, parfois redondante, voire contradictoire. Les institutions internationales elles-mêmes dénoncent à présent les effets de cette "balkanisation", et l'inertie qui en résulte* » (Barreau, 2012, 8-9).
- 6 Par contraste, face à l'approche globale relative au régime climatique, la piste d'une autre dimension, plus régionale ou locale, s'appliquant en particulier aux pays d'Asie orientale (qui présentent des enjeux majeurs en matière climatique, en raison notamment de leur croissance économique extrêmement rapide et de leur structure de consommation énergétique encore quasi exclusivement carbonée), est explorée pour la mise en œuvre du mécanisme pour un développement propre (MDP). Initialement défini par le Protocole de Kyoto en 1997, ce mécanisme a été précisé par une « feuille de route » lors de la Conférence de Bali en 2008 qui accorde un rôle plus importants aux pays en développement dans la lutte contre le changement climatique (Blaise, 2011).
- 7 L'article de Pauline Lacour et Jean-Christophe Simon, dans ce dossier thématique, examine précisément les fondements, les conditions de mise en œuvre et les effets (avérés ou potentiels) du MDP. Les auteurs montrent qu'en dépit de situations nationales contrastées et de véritables engagements positifs pris et mis en œuvre par certains pays, le MDP reste un dispositif partiel (et aux effets incertains) dans la concrétisation d'un nouveau régime climatique. Ils soulignent, également, la difficulté de son approfondissement dans un contexte de négociations internationales qui reste extrêmement difficile tant les jeux de rapports de force entre pays développés et pays en

développement, et les jeux d'intérêts nationaux au sein des PED eux-mêmes, semblent encore dominer.

- 8 En focalisant à présent l'analyse sur les échelles spatiales d'intervention en matière de développement et de durabilité, il apparaît qu'à la suite des chocs pétroliers successifs intervenus depuis les années 1970, le ralentissement de la croissance économique et la mise en œuvre de nombre de politiques économiques nationales privilégiant l'offre à la demande, les capacités d'intervention des Etats ont été remodelées souvent à la baisse, les mobiles politiques étant confortés par des motifs relevant de la gestion des Finances publiques. Avec ces contraintes institutionnelles perceptibles aux plans international et national, des pistes de solution sont recherchées au plan territorial ; dans un contexte marqué par l'expérimentation de nouvelles formes de développement local, *« l'économie politique détermine les conditions de transferts de souveraineté vers les collectivités décentralisées avec un rôle respectif de la démocratie représentative et de la démocratie participative »* (Hugon, 2006, 46).
- 9 Dans ce cadre renouvelé, des acteurs issus de la société civile émergent et tentent de répondre aux défis du développement dans une perspective de durabilité en inventant, souvent à l'échelle locale (mais couramment dans un cadre multiscalaire), des approches et des solutions qui contribuent à faire valoir l'accès des populations à leurs droits humains et sociaux élémentaires (santé, éducation, développement des capacités, participation citoyenne, etc.) et la préservation ou la valorisation de leurs ressources naturelles, agricoles, etc. C'est dans ce contexte que des initiatives (ou expériences) socialement innovantes en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, d'émancipation, de valorisation du patrimoine naturel et des ressources agricoles... et de préservation de l'environnement ont vu le jour et se sont parfois diffusées dans le monde (pour de nombreuses illustrations, voir par exemple : De Muro *et al.*, 2007 ; Moulaert *et al.*, 2013). Deux articles dans ce dossier illustrent bien cette dynamique.
- 10 Il s'agit, tout d'abord, de l'article de Amandine Adamczewski, Jean-Yves Jamin, Benoît Lallau et Jean-Philippe Tonneau consacré au rôle des organisations de la société civile face aux « accaparements » fonciers dans les pays du Sud. Ces accaparements, qui concernent particulièrement les terres agricoles en Afrique (et spécifiquement au Mali, tel qu'étudié par les auteurs dans cet article), se traduisent par de nombreuses retombées négatives (économiques, sociales et environnementales) très préjudiciables pour les populations locales, sans que les investissements réalisés (presque exclusivement par des acteurs étrangers de pays du Nord ou d'Asie) ne contribuent réellement au développement du pays ou, *a minima*, à son autosuffisance alimentaire. Face à cette situation et à la faiblesse de l'action de l'Etat dans ces pays (Etat souvent à l'origine de l'« ouverture » en faveur des investisseurs étrangers), de nombreuses organisations issues de la société civile et d'instances non gouvernementales (aux plans local, national et international) tentent de se mobiliser pour promouvoir une agriculture plus responsable. Les auteurs montrent, cependant, que cette mobilisation, pourtant bien réelle, bute sur un déficit de gouvernance qui réduit son impact en termes d'évolution vers un modèle agricole responsable dans l'utilisation des terres.
- 11 Face à la crise alimentaire et à la pauvreté, toujours latentes dans les pays en développement, et spécialement en Afrique, certains acteurs de la société civile mettent en œuvre des voies alternatives de financement des activités agricoles permettant aux populations locales de subvenir, par leurs activités de production et de

commercialisation, à leurs besoins alimentaires, mais aussi, par les revenus générés, aux besoins d'éducation, de santé, etc. de leurs familles.

- 12 L'article de Sandra Kendo étudie ainsi comment les canaux de la microfinance peuvent être mobilisés pour la mise en culture des terres et la production alimentaire, de même que pour contribuer au développement humain et socio-économique des individus et des communautés. Centrant son analyse sur les pays d'Afrique de l'Ouest, l'auteur montre, au travers d'une étude statistique et économétrique ciblée, que, si « le développement du secteur financier ne contribue pas à améliorer la productivité » agricole, il « produit un effet positif dans le processus de réduction de la pauvreté. L'action du développement peut être améliorée auprès des agriculteurs au travers de l'instrument qu'est la microfinance. D'où la nécessité de valoriser et de vulgariser l'action des acteurs de la microfinance auprès des agriculteurs ».
- 13 Au total, ce dossier offre des éclairages, certes partiels et ciblés sur l'articulation entre développement durable et processus de développement, mais suffisamment probants pour alimenter la réflexion sur les conditions (difficiles) de mise en compatibilité, d'une part, des objectifs légitimes de développement socio-économique des populations dans les pays en développement, et, d'autre part, des impératifs de durabilité imposés à l'échelle globale par la nécessité de changement de régime climatique. Les articles qui le composent mettent ainsi clairement en évidence certaines des contraintes (notamment institutionnelles, d'échelle et de coordination) qui conditionnent une telle articulation. Ils montrent, surtout, chacun à sa manière, comment le télescopage des logiques d'acteurs et de leurs échelles de déploiement mettent en péril des processus de développement déjà passablement problématiques dans de nombreux pays du Sud.
- 14 D'un côté, en effet, on ne peut que souligner la pertinence et la légitimité de logiques qui, par essence, ne peuvent être que globales, et donc concertées et « gouvernées » efficacement seulement à cette échelle : lutte contre le changement climatique, protection de l'environnement, économiisation des ressources, etc. De l'autre, les acteurs (nationaux, locaux, et internationaux, comme la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, l'UNESCO, et les grandes organisations non gouvernementales) du développement sont confrontés à des logiques nationales ou privées influentes ou puissantes, très agissantes, mais nettement moins défendables : appropriation des terres agricoles et des ressources naturelles avec des visées principalement lucratives, prééminence des stratégies d'exportations agricoles sur les productions vivrières, « report » des « fardeaux » de lutte contre les pollutions et les émissions de gaz à effet de serre vers les pays les moins avancés, etc.
- 15 Enserrés dans cet « étau » (ou « alternative du diable » ?) entre nécessité du développement socio-économique de leurs populations et objectifs (contraintes) de durabilité environnementale et « de vertu climatique », eux-mêmes sans doute incontournables, les pays en développement, et surtout leurs composantes vitales que sont les familles, les communautés locales et la société civile, tâtonnent, expérimentent, innovent et, probablement, inventeront, par nécessité, des « solutions praticables », c'est-à-dire rendant « solubles » les impératifs liés au changement climatique et à la contribution à la protection de l'environnement dans leur « processus de développement », ou l'inverse...

BIBLIOGRAPHIE

- Abbas M., 2010, *Economie politique globale des changements climatiques*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 128 pages.
- Aubertin C., Vivien F.-D. (Dir.), 2006, *Le développement durable. Enjeux politiques, économiques et sociaux*, Paris, La documentation Française et IRD, coll. Etudes, 143 p.
- Ballet J., Dubois J.-L., Mahieu F.-R., 2011, « La soutenabilité sociale du développement durable : de l'omission à l'émergence », *Mondes en Développement*, Tome 39, n°156, p. 89-110.
- Barreau B., 2012, « Rio+20 » : l'heure du réalisme écologique ? », Note d'analyse du Conseil d'analyse stratégique, *Problèmes économiques*, n°3044, p. 5-12.
- Blaise S., 2011, « L'après Kyoto : quelle approche face au changement climatique ? », *Mondes en développement*, Tome 39, n°154, p. 103-120.
- Bocquet A.-M., Gérardin H., Poirot J., 2010, « Economie sociale et solidaire et développement durable : quelles spécificités pour les coopératives et les mutuelles ? » in : Hamdouch A., Zuindeau B. (Dir.), *« Eclairages récents en économie de l'environnement et du développement durable : Diversité territoriale et dynamiques socio-institutionnelles »*, Numéro spécial, *Géographie, Économie, Société*, Vol. 12, n°3, p. 329-352.
- Boidin B., Djeflat A. (Dir.), 2009, « Le développement durable : Quelle appropriation par les pays en développement ? », Dossier thématique, *Mondes en Développement*, Tome 37, 148.
- De Muro P., Hamdouch A., Cameron S., Moulaert F., 2007, « Organisations de la société civile, innovation sociale et gouvernance de la lutte contre la pauvreté dans le Tiers-Monde », *Mondes en Développement*, Tome 35, n°139, p. 25-42.
- Depret M.-H., Hamdouch A., 2012, « Clean technologies and perspectives of the green economy in emergent and developing economies: foundations, opportunities and constraints », in : Laperche B., Levratto N., Uzunidis D. (Eds.), *Crisis, Innovation and Sustainable Development. The Ecological Opportunity*, Cheltenham and Northampton (Massachusetts), Edward Elgar, p. 259-284.
- Froger G., 2006, « Signification et ambiguïtés de la gouvernance dans le champ du développement durable », *Mondes en Développement*, Tome 34, n°136, p. 11-28.
- Gérardin H., Poirot J., 2006, « Pour promouvoir le développement durable, l'intégration régionale constitue-t-elle un rempart contre les excès de la mondialisation ? » in : Froger G. (Dir.), *La mondialisation contre le développement durable ?*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. Ecopolis, p. 101-123.
- Hamdouch A., 2010, « Présentation générale », in : « Le développement durable. Dynamiques des territoires ruraux et logiques d'acteurs », Dossier thématique, Hamdouch A. (Ed.), *Economie Rurale*, n°320, p. 4-8.
- Hamdouch A. et Zuindeau B., 2010a, « Sustainable Development, 20 years on: Methodological innovations, practices, and open issues », in : A. Hamdouch, Zuindeau B. (Eds.), "New Perspectives on Sustainable Development", Special issue, *Journal of Environmental Planning and Management*, Vol. 53, n°4, p. 427-438.

Hamdouch A. et Zuindeau B., 2010b, « Diversité territoriale et dynamiques socio-institutionnelles du développement durable : Une mise en perspective », in : Hamdouch A., Zuindeau B. (Dir.), « Eclairages récents en économie de l'environnement et du développement durable : Diversité territoriale et dynamiques socio-institutionnelles », Numéro spécial, *Géographie, Économie, Société*, Vol. 12, n°3, p. 243-259.

Hugon P., 2006, « Le renouveau de l'économie du développement dans un contexte de mondialisation », in : Foger G. (Dir.), *La mondialisation contre le développement durable ?*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, coll. Ecopolis, p. 29-52.

Moulaert F., MacCallum D., Mehmood A. et Hamdouch A. (Eds.), 2013, *The International Handbook on Social Innovation. Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham et Northampton, Edward Elgar, 544 p. (sous presse).

Rougier E., Piveteau A., 2012, « Comprendre l'émergence économique : convergence sectorielle, autonomie compétitive et changement institutionnel », *Mondes en Développement*, Tome 40, n°158, p. 71-86.

AUTEURS

JEAN BROT

Jean Brot est ingénieur d'étude à l'Université de Lorraine, au laboratoire CNRS Bureau d'économie théorique et appliquée (BETA-REGLES Nancy), secrétaire de rédaction de la revue *Mondes en Développement*, secrétaire général de l'Association Tiers Monde. Ses activités de recherche et ses publications se situent dans le champ de l'économie du développement. jean-brot@orange.fr

HUBERT GÉRARDIN

Hubert Gérardin est maître de conférences HDR en sciences économiques à l'IPAG de Nancy, chercheur au BETA-CNRS-Nancy, à l'Université de Lorraine, directeur de publication de la revue *Mondes en développement*, vice-président de l'Association Tiers-Monde. Ses activités de recherche et ses publications portent sur l'économie du développement et l'économie sociale et solidaire. Parmi ses publications, deux ouvrages sur *la zone franc* (L'Harmattan) et des participations à la coordination d'ouvrages : *Infrastructure et développement* (L'Harmattan) ; *Quels acteurs pour quel développement ?* (Karthala) ; *Catastrophe et gouvernance* (Editions modulaires européennes) ; *L'Etat, acteur du développement* (Karthala). hubert.gerardin@univ-lorraine.fr

ABDELILLAH HAMDOUCH

Abdelillah Hamdouch est Docteur et HDR en Sciences Economiques, il est Professeur en Aménagement de l'Espace et Urbanisme à l'Université de Tours, chercheur au sein de CITERES (UMR 7324) et membre co-fondateur du Réseau de Recherche sur l'Innovation. Il est également expert auprès de plusieurs organismes nationaux et internationaux (Commission européenne, CRSH du Canada, DATAR, ANR, PUCA, ADEME, etc.). Ses recherches et publications actuelles se situent dans 4 domaines principaux : 1) Dynamiques spatiales, institutionnelles et organisationnelles de l'innovation ; 2) Innovation sociale, économie sociale et développement local ; 3) Activités environnementales, technologies vertes et développement durable des territoires ; 4) Modèles et logiques de développement des villes petites et moyennes. Participant à la vie de nombreuses revues académiques, il est notamment éditeur associé de la Revue d'Economie Régionale et Urbaine, co-responsable de la rubrique Notes de lecture de la revue

Développement Durable et Territoires, et membre du Comité de lecture de la revue Mondes en Développement.